

Dérogation à l'arrêté préfectoral

du 29 avril 2013 relatif à la lutte
contre les bruits de voisinage

N° 2024 - 761

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2214-4 et L.2215-1,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.571-6 à L.571-26, R.571-26 à R.571-97,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1 et 2, L.1421-4, L.1422-1, R.1334-30 à R.1334-37, R.1337-6 à R.1337-10-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 15,

Vu la demande formulée le 12 Septembre 2024 par Monsieur Hervé Chaballier, secrétaire de l'association Hospitalité Chinonaise aux Migrants, à l'effet d'obtenir, l'autorisation d'utiliser une sonorisation à l'occasion de la manifestation « Débit de Solidarité »,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de Chinon en date du 24 juin 2021,

Considérant le dossier présenté par le pétitionnaire présentant les mesures de protection prévues pour le public et les riverains, en rapport avec le niveau des émissions sonores qui seront diffusées,

Considérant que cette dérogation est nécessaire pour le déroulement de la manifestation déclarée.

ARRÊTE

Article 1 : Une dérogation à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage est accordée à Monsieur Hervé Chaballier, secrétaire de l'association Hospitalité Chinonaise aux Migrants, **à l'occasion de la manifestation « Débit de Solidarité »** afin d'utiliser une sonorisation d'une puissance de 3 x 300 watts, sur le parvis de l'espace Rabelais :

- **Le vendredi 11 octobre 2024 de 14 h 00 à 23 h 00**
- **Le samedi 12 octobre 2024 de 14 h 00 à 23 h 00**

Article 2 : Le pétitionnaire s'engage à prendre toutes dispositions pour respecter :

- la tranquillité du voisinage,
- les horaires annoncés,
- une intensité des dispositifs sonores modérée afin que le public ne soit pas exposé à un niveau sonore portant atteinte à sa santé. Le public ne devra en aucun cas être exposé à un niveau sonore dépassant la valeur de 85 dB(A) exprimée en LAeq (10 minutes).

Article 3 : Le pétitionnaire informera au préalable les riverains de la mise en œuvre de ce dispositif.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

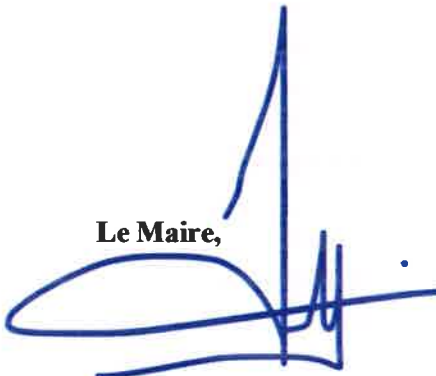
Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Madame la déléguée territoriale d'Indre-et-Loire de l'Agence régionale de Santé du Centre, Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Certifié exécutoire par :
Dépôt à la Sous-préfecture le, 01 OCT. 2024
Publication faite le, 01 OCT. 2024
Fait à Chinon, le 04 OCT. 2024
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT



Fait à Chinon, le 04 OCT. 2024

Le Maire,

Jean-Luc DUPONT